

# « La balle est dans le camp du gouvernement »

Principal syndicat du supérieur, le SNESup-FSU conditionne l'ouverture de négociations à un changement d'orientation de la politique ministérielle.

**S**ecrétaire général du SNESup-FSU, Jean Fabbri juge insuffisantes les concessions du gouvernement.

*Pourquoi le SNESup-FSU n'a-t-il pas souhaité participer à la rencontre de vendredi avec la ministre Valérie Pécresse ?*

**Jean Fabbri.** À l'évidence, malgré des dizaines de milliers de manifestants et de grévistes, le gouvernement n'entend toujours pas les revendications portées par la communauté des universités et des organismes de recherche. La semaine dernière, il a, certes, décidé de manœuvrer en tentant de montrer à l'opinion publique qu'il était prêt à faire des concessions. Mais concrètement, il ne propose aucun changement fondamental.

*Si ce n'est sur la question de l'emploi...*

**Jean Fabbri.** Sur ce point, le gouvernement indique qu'il « pourrait » ne pas appliquer le dogme sarkozyste du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, gelant les emplois en 2010 et 2011. Ce n'est pas rien. Mais, en même temps, c'est très éloigné de notre demande d'investir dans des postes statutaires nécessaires pour l'enseignement supérieur et la recherche, tant en 2009 que pour les années à venir. Quant aux autres revendications qui solidarisent la plupart



Le 10 février, Jean Fabbri (4<sup>e</sup> en partant de la droite) en manifestation contre la loi LRU.

des syndicats et des collectifs, le gouvernement refuse de bouger de manière substantielle.

*C'est-à-dire ?*

**Jean Fabbri.** Je pense, entre autres, au lourd dossier de la formation des enseignants et des concours de recrutement. Le gouvernement vise des économies de plusieurs centaines de millions d'euros, en supprimant l'année de stage, et, en même temps, il désarticule la formation professionnelle et la formation dans les disciplines. Nous avons interpellé le premier ministre et son entourage à ce sujet. Mais à part de vagues indications, il n'y a eu aucun bougé. Même chose sur la question du statut. Nous, nous exigeons le retrait de ce

« décret de la honte » qui transfère des pouvoirs exorbitants aux présidents d'université. Nous ne souhaitons pas seulement une nouvelle version de ce texte mais l'abandon pur et simple de la logique qui le sous-tend. Or le gouvernement, qui a rencontré vendredi des organisations syndicales très minoritaires, n'est pas prêt, pour le moment, à le faire. Comme, d'ailleurs, il ne semble pas prêt à revenir sur la logique de la loi LRU qui, de fait, est au socle de ce démantèlement de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est elle, en effet, qui instaure

cette logique de concurrence entre les établissements, entre les personnels...

*Pour vous, il faut donc que le gouvernement reparte sur des bases nouvelles ?*

**Jean Fabbri.** Absolument. Nous voulons d'autres orientations qui répondent, enfin, à l'intérêt du service public de recherche et d'enseignement supérieur.

*Il y a peu de chance de vous voir à la rencontre prévue demain au ministère...*

**Jean Fabbri.** Nous avons publié les éléments qui rendraient possible l'ouverture de négociations, nous l'avons

répété très clairement au gouvernement. Désormais, la balle est dans son camp. De notre côté, nous continuons à appeler à l'intensification de la grève et à la tenue d'assemblées générales afin de garantir la réussite des initiatives prévues les 5 et 10 mars, en attendant la grande grève interprofessionnelle du 19 mars. Il faut obtenir du gouvernement qu'il ouvre d'authentiques négociations sur la base des revendications qui solidarisent l'ensemble des personnels.

*Vous ne craignez pas un essoufflement du mouvement ?*

**Jean Fabbri.** Non. Nous sommes aujourd'hui dans un mouvement extrêmement solidaire, puissant, qui touche tous les établissements de l'enseignement supérieur, ce qui ne s'est jamais produit, sans doute, depuis 1968. Il me semble essentiel que le gouvernement entende cette détermination. Ce n'est pas qu'une colère comme a essayé de le faire croire la ministre. Nous sommes parfaitement rationnels, dans l'exigence d'un service public d'enseignement supérieur et de recherche efficace, largement financé sur le budget de l'État.

Entretien réalisé par  
Laurent Mouloud

## Le procès Colonna